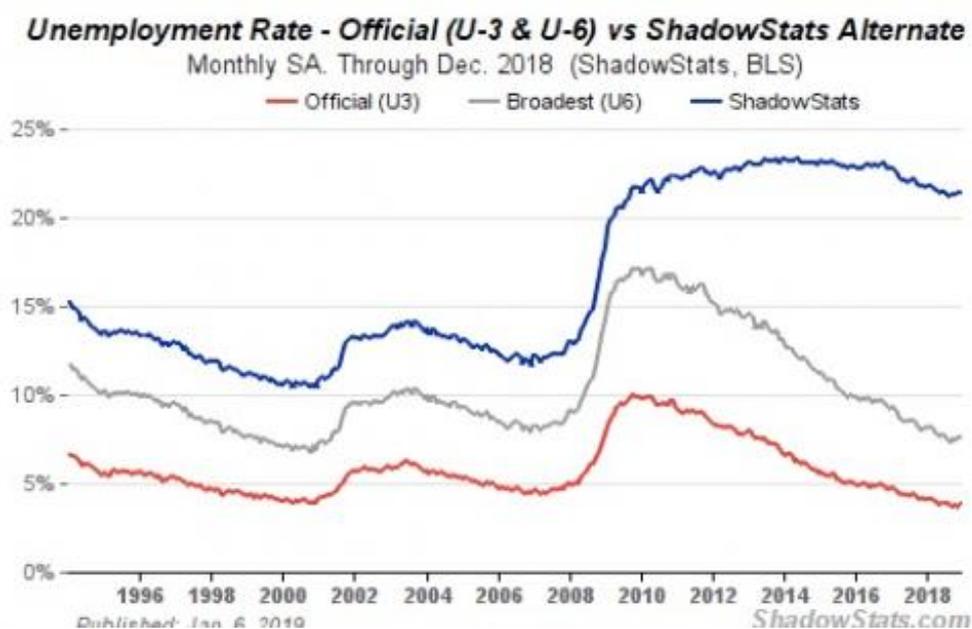


Benjamin Griveaux recalé (lui aussi) au Bac ES : « toutes les autres grandes démocraties occidentales ont réglé le problème du chômage de masse. »

blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/01/10/benjamin-griveaux-recale-lui-aussi-au-bac-es-toutes-les-autres-grandes-democraties-occidentales-ont-regle-le-probleme-du-chomage-de-masse

- Jean Gadrey
- 10/01/2019

The ShadowStats Alternate Unemployment Rate for December 2018 is 21.4%.



Emmanuel Macron n'est pas le seul à enchaîner des inepties économiques (voir [mon billet précédent](#)). Benjamin Griveaux fait partie de ses meilleurs disciples. La dernière de ses formules choc remonte à son « [grand entretien](#) » du 7 janvier matin sur France Inter (vers 19 minutes 30) : « Toutes les autres grandes démocraties occidentales, en mettant de côté l'Espagne et le Portugal, ont **réglé le problème du chômage de masse**, toutes. Nous sommes les seuls à avoir un taux de chômage à 9 % quand tous les autres sont entre 4 et 6 % ».

POUR COMMENCER, DES CHIFFRES FAUX

Je passe rapidement sur le fait que, du côté des statistiques officielles du chômage, les pays européens qui font moins bien que la France ne sont pas « l'Espagne et le Portugal », mais Chypre, la Grèce, L'Italie et L'Espagne. **L'ensemble de la zone Euro était à 7,9 % en novembre dernier et la France à 8,9 %** selon [un communiqué d'Eurostat du 9 janvier](#). Et parmi les 19 pays de la zone Euro, 9 ne sont pas dans la fourchette Griveaux des 4 % à 6 % et n'ont donc pas « réglé le problème du chômage de masse » au sens de Benjamin. Son affirmation est donc mensongère sur ce point.

Mais le principal problème à débattre n'est pas là. Le chômage est énorme en France et il coûte très cher aux finances publiques ([ordre de grandeur](#) : 100 milliards d'euros par an). Mais les autres grands pays ne sont pas mieux lotis, même si **la privation d'emploi y prend**

parfois d'autres formes.

LE TAUX DE CHÔMAGE OFFICIEL EST INCAPABLE D'INDIQUER L'AMPLEUR DE LA PRIVATION D'EMPLOI : LE CAS AMÉRICAIN

Les mesures du chômage dépendent des conventions correspondantes. C'est ainsi que l'Insee, comme le BLS américain (Bureau of Labor Statistics) et le BIT (Bureau International du Travail), utilisent la notion de « halo du chômage » (voir en annexe 1) en admettant que le taux de chômage peut varier dans de fortes proportions selon ce qu'on y met. Voici trois indices portant sur le cas américain, grand modèle des néolibéraux français qui s'extasient devant le taux de chômage actuel de 3,9 % dans ce pays.

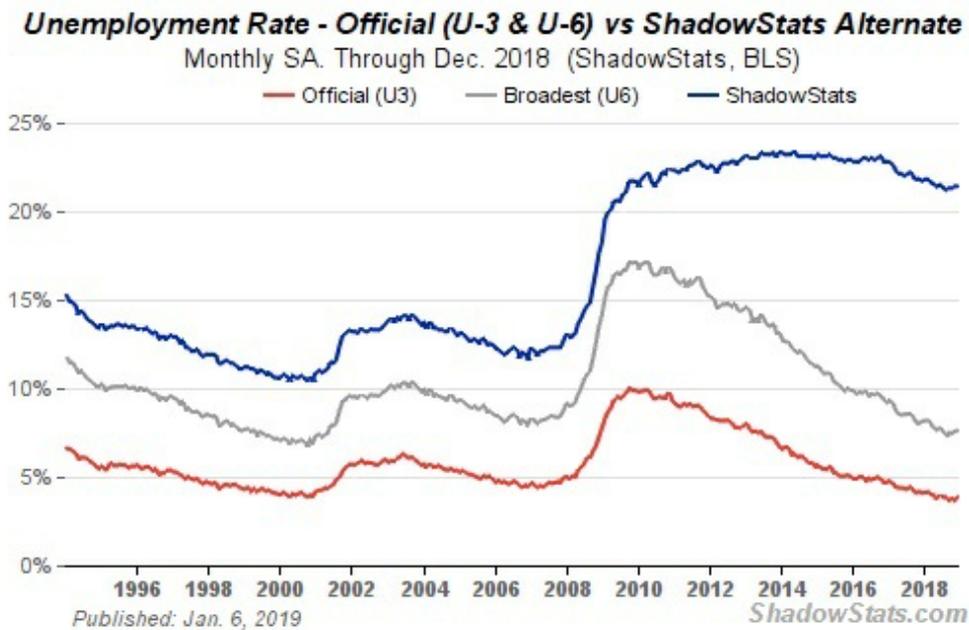
Premier indice, un article des Échos du 17 mai 2015, signé d'Antoine Colson. Extrait : « une personne qui n'a jamais cherché, ou ne cherche pas ou plus de travail n'est pas comptabilisée dans les calculs du chômage. Aux États-Unis, près de 93 millions de personnes de 15 à 64 ans... sont dans cette situation. Un record historique. Qui sont-ils ? Des jeunes et des étudiants (pour environ 20 millions), des retraités et préretraités (50 millions)... mais aussi plus de 24 millions d'hommes et de femmes dans la force de l'âge (de 25 à 54 ans) qui ne cherchent pas ou plus à travailler. À côté, les 8,5 millions de "vrais" chômeurs (qui eux cherchent activement un emploi) font figure d'épouvantails. Certains commentateurs, comme Jim Clifton le président de l'institut Gallup, évoquent même "un grand mensonge du chômage". »

Deuxième indice : l'estimation de ce président de l'institut Gallup : « Aujourd'hui, il n'y a pas moins de 30 millions d'Américains qui sont soit exclus involontairement du monde du travail, soit en situation de sous-emploi sévère ».

Si l'on ajoute ces 30 millions aux 8,55 millions de chômeurs officiels en 2015, on obtient UN TAUX DE CHOMAGE (AU SENS LARGE DE PRIVATION D'EMPLOI) DE 24,3 % en 2015 alors que le taux officiel était alors de 5,6 %.

Estimation « gonflée » ? Pas forcément si l'on tient compte du **troisième indice**. Aux États-Unis, on trouve en effet des statistiques baptisées ShadowStats, publiées aussi régulièrement que les données officielles du BLS. Voici (ci-dessous) le graphique présenté dans leur dernière livraison. La courbe rouge représente le taux de chômage officiel selon la définition (dite U3) du BLS, la courbe grise le taux de chômage selon une définition plus large (U6) proche du « halo » du BIT, et la courbe bleue le taux de chômage selon une définition encore plus large mais parfaitement défendable (voir en annexe 2) concluant à **un taux de chômage (ou privation d'emploi) américain de 21,4 % en décembre 2018 alors que le taux officiel est de 3,9 %**.

The ShadowStats Alternate Unemployment Rate for December 2018 is 21.4%.



ET EN FRANCE ?

Il ne serait pas sérieux de vouloir comparer les 21,4 % de taux de chômage américain au sens large avec un chiffre semblable en France car il n'existe pas chez nous l'équivalent de ShadowStats. Je rappelle juste que, dans un billet publié en novembre 2014, alors que le taux de chômage officiel était de 9,9 % en France, j'aboutissais à chiffrer « entre 6 et 7 millions le déficit d'emplois par rapport à une situation de plein-emploi. **Environ deux fois le chiffre officiel des chômeurs au sens du BIT** en France entière. » On aurait eu alors **un taux de chômage au sens large proche de 20 % en France**.

« RÉGLER LE PROBLÈME DU CHÔMAGE DE MASSE », CE SERAIT QUOI ?

On peut au moins dire ce que cela n'est pas : obtenir un taux de chômage officiel entre 4 % et 6 % (la définition Griveaux) en remplaçant de plus en plus d'emplois décents dont on peut vivre par des petits boulots précaires, des salariés à temps plein par des salariés pauvres, très majoritairement des femmes, et en amenant des millions de personnes à quitter involontairement le marché du travail par découragement devant des perspectives trop sombres. Quitte à en faire des personnes en colère qui vont s'apercevoir un jour qu'elles ont des gilets jaunes dans leur voiture...

L'ALLEMAGNE COMME CONTRE-EXEMPLE

Le taux de chômage officiel en Allemagne est actuellement de 3,3 %, record dans l'UE avec la République tchèque. Auraient-ils « réglé le problème du chômage de masse » ? À la fin, c'est encore l'Allemagne qui gagne ? À vous d'en juger à partir de ces constats d'un vrai spécialiste du modèle allemand, Guillaume Duval :

« L'autre aspect le plus important de ces réformes... c'est **le développement des « mini-jobs »**: lorsque **l'on touche moins de 450 euros** en Allemagne, on ne paie quasiment pas de cotisations sociales mais **on n'a pas non plus de protection sociale**. Aujourd'hui, 7,8 millions d'Allemands sont sous ce statut. **5,4 millions ne font que cela** [ajout de JG : soit près de 4 fois plus que le nombre de chômeurs officiels qui est de 1,4 million !] et **ne**

pourront percevoir de retraite alors qu'ils ont travaillé. Ce sont essentiellement des femmes qui sont concernées. Les réformes Schröder ont provoqué une forte augmentation de la pauvreté en Allemagne. Elle est aujourd'hui supérieure de trois points à ce qu'elle est en France. Les inégalités ont beaucoup augmenté en Allemagne, davantage qu'en France. L'Allemagne est un des pays de l'OCDE où elles ont le plus augmenté depuis 15 ans. La pauvreté, en particulier, touche beaucoup plus les salariés : 9% de salariés allemands sont pauvres, contre 6% en France. Elle touche aussi particulièrement les retraités, dont 18% sont pauvres. »

Rien qu'en ajoutant aux chômeurs officiels les personnes qui ont pour seul emploi un mini-job **on obtiendrait pour l'Allemagne un taux de chômage de 16 %.** « Régler le problème du chômage de masse » de cette façon, surtout sur le dos des femmes et des jeunes, ça vous tente pour la France ? Trouvez-vous qu'on peut encore parler d'un emploi quand on est payé moins de 450 euros et qu'on n'a ni protection sociale ni retraite ? N'est-on pas alors privé d'emploi ?

Les affirmations péremptoires à la Griveaux sont d'autant plus honteuses qu'il sait probablement qu'elles sont tronquées ou fausses. Recalé !

ANNEXE 1 : le « halo du chômage » (source Insee)

« La définition et la mesure du chômage est complexe et extrêmement sensible aux critères retenus. En effet, les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir (exemple d'un étudiant qui travaille quelques heures par semaine...). Le Bureau international du travail (BIT) a cependant fourni une définition stricte du chômage, mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi), ou avec l'inactivité : en effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo » autour du chômage. Ce « halo » est calculé par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. »

Voir également, dans Alternatives économiques, [cet article du 30 avril 2018 par Sandrine Foulon](#) : « le halo du chômage ». Extrait : « Tous ces chômeurs officieux qui ont envie de travailler plus, mieux ou tout court finissent par former une longue file d'attente. En tout, ils dépassent les 3 millions. Presque autant que les 3,4 millions de chômeurs officiels de catégorie A... ».

ANNEXE 2 : d'où vient l'écart entre le chiffre de ShadowStats et le chiffre officiel ?

La plus grande partie de l'écart énorme entre ces deux chiffres de 21,4 % et 3,9 % tient au décompte des « travailleurs découragés ». Pour entrer dans les chiffres (U3) du chômage officiel, il faut que l'individu au chômage ait effectué des recherches actives d'emploi dans le mois précédant l'enquête du BLS. Si ses dernières recherches actives datent de plus d'un mois mais moins d'un an, il n'est pas considéré comme au chômage selon le critère U3, c'est un « travailleur découragé à court terme » et il entre dans la catégorie plus large U6 du BLS (courbe grise), laquelle contient également des personnes qui travaillent à temps partiel contraint et cherchent un emploi à temps plein. Mais pour les statisticiens de ShadowStats, il n'est pas juste de s'en tenir là car on trouve aussi des personnes

découragées de chercher un emploi depuis plus d'un an. Leur nombre a fortement progressé depuis la crise de 2008-2009 et jusqu'en 2014, pour diminuer légèrement ensuite. Avant 1994, le BLS en tenait compte, mais dans ce pays aussi on s'est mis à définir et compter les chômeurs de façon nettement plus restrictive. Pour être honnête, je mentionne que les évaluations de ShadowStats font l'objet de critiques, dont celles-ci. Mais elles ne m'ont pas convaincu.